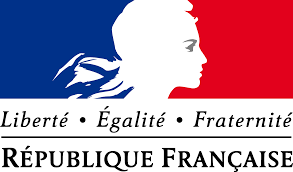
****

|  |
| --- |
| **⚠️** Ce document est une proposition de rédaction d’un arrêté relatif à une ADS. Il vous appartient de le relire et de le modifier si nécessaire. Une fois le texte validé, vous pourrez alors **supprimer cet encadré** avant d’éditer l’arrêté en vue de sa signature et de sa notification. |

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**Arrêté n°NUMÉRO DE L’ARRETE en date du DATE**

**portant autorisation de stationnement NUMERO DE L’ADS d’un véhicule taxi sur la commune de NOM DE LA COMMUNE**

**Le Maire de la commune de NOM DE LA COMMUNE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-2, L. 2213-33 et L. 5211-9-2 ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code des transports ;

**VU** le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l’Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes ;

**VU** l’arrêté prefectoral  **NUMÉRO DE L’ARRÊTÉ** relatif à l’activité taxi ;

**VU** l’arrêté municipal n° **NUMÉRO DE L’ARRÊTÉ LIMITANT LE NOMBRE d’ADS SUR LA COMMUNE** en date du DATE DE L’ARRETE limitant le nombre des autorisations de stationnement de taxis sur la commune de Test MesADS ;

**VU** l’arrêté de création de l’ADS n°**NUMÉRO DE L’ARRETE DE CREATION DE L’ADS** en date du **DATE DE L’ARRETE DE CREATION DE L’ADS (il s’agit de l’arrêté délivré au premier titulaire de l’ADS afin de connaître sa date de création initiale et déterminer ainsi le régime juridique de l’ADS : ancienne ou nouvelle ADS)**

**ARRÊTÉ**

**Article 1er –** M/Mme/Société **TITULAIRE DE L’ADS** est autorisé(e) en tant que titulaire de l’ADS NUMERO DE L’ADS à faire stationner un véhicule taxi sur la voie publique de la commune de NOM DE LA COMMUNE.

**Article 2 –** Le véhicule autorisé sur cet emplacement de stationnement est le suivant : Véhicule de la marque **MARQUE DU VÉHICULE**, modèle **MODELE DU VÉHICULE**, dont le numéro d’immatriculation est **PLAQUE D’IMMATRICULATION DU VÉHICULE**.

**Article 3 –** Toute modification intervenant dans l’exploitation du véhicule taxi devra être notifiée dans les meilleurs délais à l’autorité compétente.

Toute modification dans l’exploitation de l’ADS doit faire l’objet d’une information préalable à l’autorité compétente.

**Article 4** - Le titulaire de l’autorisation devra fournir à l’autorité compétente, chaque année et à chaque changement de véhicule, une copie du justificatif d’assurance prévue à l’article R 211-15 du code des assurances.

**Article 5 –** En application de l’article L. 3124-1 du code des transports, si la présente autorisation n’est pas exploitée de façon effective ou continue, ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire du contenu de cette autorisation ou de la réglementation applicable à la profession, l’autorité municipale peut donner un avertissement au titulaire de cette autorisation ou procéder à son retrait temporaire ou définitif.

**Article 6** – En application de l’article R. 3121-2 du code des transports, en cas d’immobilisation d’origine mécanique ou de vol du véhicule ou de ses équipements spéciaux, le taxi peut être remplacé, temporairement, par un véhicule disposant des équipements énumérés à l’article R. 3121-1 du code des transports. L’autorisation de stationnement et la plaque portant le numéro de l’autorisation sont celles du taxi dont le véhicule prend le relais.

**Article 7** – L’arrêté municipal n°**NUMÉRO DE L’ARRETE PRÉCÉDENT** en date du **DATE DE L’ARRETE PRÉCÉDENT** portant autorisation de stationnement d’un véhicule taxi sur la commune de NOM DE LA COMMUNE est abrogé.

**Article 8 –** Monsieur (Madame) le maire est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au titulaire de l'autorisation de stationnement et adressé en copie à la préfecture et à la direction départementale de la sécurité publique / à la brigade de gendarmerie concernée.

**Article 9** – Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du maire ou d’un recours contentieux devant le tribunal administratif **NOM DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF COMPETENT** dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Fait à

Le

Le Maire de